

Coordination Régionale contre le projet de LGV PACA

Lettre ouverte aux candidat(e)s à l'élection présidentielle

Objet: Demande de l'abandon du projet de LGV PACA

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat à l'élection présidentielle, un moment déterminant pour la vie de notre pays. Vous êtes porteur d'un projet pour la France, l'aménagement de son territoire, sa capacité à s'inscrire dans le XXIème siècle. Vous êtes soucieux de l'état des finances de notre pays, aussi sommes-nous certains de l'attention que vous ne manquerez pas de porter à notre requête.

La construction de la LGV PACA présentée pour un coût médian de 4,6 milliards d'euros, lors du débat public de 2005, se voit aujourd'hui estimée à 20 milliards d'euros, hors coût des expropriations et des matériels roulants.

Ce projet suscite, depuis le début, une très vive opposition des populations concernées, bien au-delà de son coût, sur son principe même.

Devant la surdité de RFF à tous les arguments et à toutes les demandes de mise à disposition des études formulés par les acteurs de la concertation, un consensus entre les citoyens a émergé et dérangé au point que RFF modifie aujourd'hui sa stratégie de communication autour du projet qui cependant demeure inchangé (Marseille -Nice en une heure !).

Un certain nombre d'éléments, qui sont pour les provençaux des arguments incontournables, ont amené à l'échelle régionale la création d'une coordination de diversité citoyenne regroupant associations et collectifs des Bouches du Rhône jusqu'aux Alpes Maritimes qui réclame l'abandon pur et simple du projet LGV PACA.

En effet, la région ne peut augmenter démesurément sa capacité d'accueil alors que déjà, sans LGV, son attractivité est telle que la gestion de l'alimentation en eau et électricité, le traitement des eaux usées et des déchets s'avèrent catastrophiques, que les problèmes de foncier et de captation des terres nourricières (par exemple, l'agriculture varoise ne représente plus que 9% des terres et se verrait amputée de près de 1700 hectares) sont préoccupants, et que toutes les ressources financières régionales nécessaires au traitement de ces nuisances graves seront absorbées par le coût exorbitant (et appelé à augmenter) du projet LGV PACA.

Toutes ces atteintes se trouveront amplifiées par les effets induits : "la grande vitesse ferroviaire conduira à déformer les équilibres entre les échelons de mobilité avec une tendance à l'accroissement des déplacements quotidiens de longues distances" (cf. étude Arcomed) ce qui est, là aussi, contraire au Grenelle de l'Environnement et serait à terme un véritable désastre pour nos départements concernés.

.../...

A ce coût, déjà non maîtrisé, s'ajouterait l'impact du recours au partenariat public privé, puisque la dette souveraine de notre pays ne permet pas d'envisager un financement par le secteur public uniquement. Cette solution, qui offre aux investisseurs privés l'assurance d'un bénéfice contractualisé sur des durées de l'ordre de 50 ans, est contraire au développement durable puisqu'elle compromet la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.

Pour toutes ces raisons, nous réclamons :

- Que soient prises en compte les conclusions du rapport Mariton et des Assises du Ferroviaire.
- Que soient prises en compte les remarques faites à plusieurs reprises par Ion Argyriadis, docteur ès-sciences et géologue qui travaille sur la ré actualisation de la carte géologique de la région depuis plus de 10 ans et qui déclare : « *il est impossible d'affirmer ce montant sans avoir consulté l'état géologique du coin !... C'est une légèreté criminelle, qui peut facilement multiplier par six les 20 milliards d'euros annoncés* ».

La concertation, obligation légale, telle qu'elle a été organisée n'a pas répondu à l'esprit de la convention d'Aarhus et sert à notre sens d'alibi à une décision arbitraire dont les fondements nous paraissent de plus en plus liés à des logiques financières, et à une vision technocratique des territoires, toutes deux dangereuses et dépassées.

Nous souhaiterions connaître votre position sur ce dossier, dont nous ferons état aux milliers de membres de la coordination régionale et aux médias régionaux, qui rendent régulièrement compte de nos actions.

En conclusion, nous demandons l'abandon définitif de ce projet et nous tenons à votre disposition la liste des nombreuses délibérations des conseils municipaux, des motions des élus toutes tendances politiques confondues, des organismes institutionnels qui soutiennent la demande de l'abandon définitif du projet de ligne à grande vitesse en Provence Alpes Côte d'Azur portée par la Coordination Régionale.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos salutations citoyennes.

**Pour la Coordination Régionale contre le projet LGV PACA,
Le 20 mars 2012,**

**Correspondant
Var**

Didier CADE
318, chemin de Fontanieu bis
83740 LA CADIÈRE D'AZUR
didier.cade@gmail.com

**Correspondant
Alpes Maritimes**

Serge JOVER
17, avenue Bellevue
06270 VILLENEUVE-LOUBET
serge.jover@wanadoo.fr

**Correspondant
Bouches du Rhône**

Alex AMBERTO
16, avenue Maguy Barbaroux
13400 AUBAGNE
amberto.alex@neuf.fr